

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1625 - 3 septembre 1999 - prix : 9F

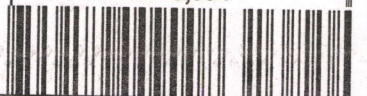
En 2010, Jospin rasera gratis

**Aggravation des
difficultés sociales...
mais satisfaction
gouvernementale!**

**Les paysans victimes
des gros de la distribution**

(p9)

M 6189 - 1625 - 9,00 F



SOMMAIRE

Sans-papiers

- 4 - Régularisation pour tous les sans-papiers
- Halte aux poursuites contre Armand Zvenigorodski

Tribune

- 4 - Serbie: une opposition digne de Milosevic

Leur société

- 5 - Carrefour - Promodés
- Logement: continuité d'une politique favorable aux propriétaires
- Baisse d'impôts: les vrais bénéficiaires des cadeaux gouvernementaux

Dans le monde

- 6/7 - Serbie: Milosevic et l'opposition: quelles perspectives pour les classes populaires?
- Russie: les milliards de dollars des pillards au pouvoir
8 - Brésil: 100 000 manifestants contre l'austérité
- Irak: les raids anglo-américains et l'hypocrisie de l'impérialisme français
12 - Timor-Oriental: un peuple victime d'une dictature sanglante soutenue par les impérialismes
- Roumanie: les ravages du « marché »

Agriculteurs

- 9 - La colère des paysans
- Le début d'un scandale des farines animales... françaises

Dans les entreprises

- 10 - Cerplex: Xeros nous a vendus, qu'il paye!
- Alstom: travailleurs en liberté surveillée
- France Télécom - Paris Archives
11 - Marseille: les éboueurs ont fait reculer leur direction

SAUVONS MUMIA ABU-JAMAL!

Manifestation le 25 septembre à Paris



Manifestation à Paris en avril 1999.

Mumia Abu-Jamal risque à tout moment d'être exécuté pour le meurtre d'un policier de Philadelphie qu'il a toujours nié.

L'affaire remonte à 1981: Mumia, journaliste afro-américain et ancien militant des Black Panthers, est mêlé à une altercation avec des policiers blancs. Des coups de feu sont tirés et un policier décède de ses blessures. Désigné comme coupable, avant même qu'une preuve n'ait été apportée, Mumia a toujours clamé son innocence, mais les policiers locaux voulaient faire taire ce journaliste qui justement dénonçait les

exactions et la corruption de la police de Philadelphie ainsi que le racisme institutionnel. Des témoins et des preuves qui l'innocentiaient furent écartés du premier procès, d'autant que le juge Sabo en charge de ce procès était proche d'une organisation d'extrême droite faisant ouvertement campagne pour la condamnation à mort de Mumia. De même, il est aujourd'hui prouvé que des pressions ont été exercées par la police sur plusieurs personnes afin qu'elles fassent de faux témoignages contre lui.

Condamné à mort à l'issue

d'un simulacre de procès, Mumia ne put faire appel que plusieurs années après, mais le juge n'était autre que ce même Sabo qui, évidemment, confirma le premier jugement. En cour d'appel de l'Etat, il fut également confronté à l'ancien procureur de Philadelphie, celui-là même qui avait requis contre lui en appel en 1989. Depuis, la justice et les autorités refusent toute révision de son procès, en dépit des preuves qui s'accumulent en faveur de son innocence.

Si la mobilisation aux USA et dans le monde a contraint le juge à prononcer un report

d'exécution en 1995, il est évident que la police, la justice et les autorités de Pennsylvanie veulent la peau de Mumia Abu-Jamal.

Il est donc urgent de poursuivre les initiatives en faveur de Mumia, d'autant qu'en application de la loi Clinton « pour une peine de mort effective », il risque désormais à tout moment d'être exécuté.

Une grande marche pour Mumia doit avoir lieu à Paris, le samedi 25 septembre et Lutte Ouvrière apporte son appui à cette manifestation.

Porte-avions Charles-de-Gaulle

LES HAUSSES DE L'ÉTÉ

Avant même d'avoir été mis en service « opérationnel », le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle a besoin de quelques réparations. Les chaudières nucléaires ne sont pas aux normes internationales, et le pont d'envol est... trop court de quelques mètres. 500 millions de francs supplémentaires sont donc nécessaires. Ils s'ajoutent aux 19,5 milliards de francs qu'a déjà coûté le porte-avions, eux-mêmes en hausse de 15% par rapport au

devis initial. 20 milliards, c'est par exemple, une somme qui permettrait à l'Etat de payer pendant un an plus de 100 000 personnes à 8000 F par mois, charges comprises. Et encore ce total de 20 milliards ne comprend pas les armements embarqués de l'engin: hélicoptères, avions et autres missiles, eux aussi fort coûteux.

Mais pour tous ces dépassements, pas de problème: l'Etat paiera. Quand il s'agit d'équipe-

ments militaires, on ne compte pas, comme pour le Sida, le cancer, ou les Restaurants du coeur, sur la charité publique. Il n'est pas question non plus, comme pour la santé, de « maîtrise des dépenses » ou de « rationnements ». Chirac s'est même prononcé pour la construction d'un deuxième porte-avions de ce type. C'est que, en plus de permettre à l'impérialisme français de chercher à maintenir son rôle de puissance de second ordre, de

tels engins sont aussi de considérables mannes pour le business de l'armement. A la différence des retraités, des chômeurs, des malades ou des parents d'élèves, les industriels de l'armement et les militaires de haut rang n'ont donc pas de souci à se faire pour l'avenir: l'Etat paiera rubis sur l'ongle les gros investissements, les petits travaux d'entretien et les frais de fonctionnement.

M. B.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [ET Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLÈMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

EN 2010, JOSPIN RASERA GRATIS... S'IL EST ENCORE LÀ

Depuis plusieurs jours, c'était à qui, parmi les dirigeants du Parti Socialiste, discuterait de ce que pourrait faire le gouvernement avec des rentrées fiscales qui, paraît-il, dépassent les prévisions. Jospin a tranché, le gouvernement diminuera les impôts ! Et toute la presse a repris ce refrain, sans dénoncer la façon scandaleuse dont ce sera fait, et surtout sans dénoncer le fait que Jospin ment.

Ceux des travailleurs qui s'attendent à de bonnes surprises sur leurs feuilles d'impôts seront déçus. Ce ne sont pas leurs impôts qui seront diminués, lorsque le gouvernement diminuera les impôts sur le revenu, mais ceux des « classes moyennes ».

Il est question de diminuer la TVA, mais pas la TVA sur les produits de consommation, uniquement celle sur les travaux d'amélioration et de transformation des locaux d'habitation. Cette diminution ne concernera évidemment pas le travailleur refaisant ses papiers peints lui-même. Et combien y aura-t-il de travailleurs, de salariés, qui auront les moyens de transformer leur logement, s'ils en ont un, même si une TVA de 5,5 % au lieu de 20,6 % diminue la facture de l'entreprise qui ferait ces travaux ? Par contre ce sera un vrai cadeau pour les bourgeois qui moderniseront leurs appartements et leurs villas de luxe en les transformant, ce qu'ils auraient fait de toute façon.

Par ailleurs, Jospin a déclaré qu'il fallait faire de la lutte contre le chômage le grand objectif des dix ans qui viennent. C'est-à-dire que les chômeurs d'aujourd'hui devraient se consoler en songeant qu'en 2010, si Jospin tient ses promesses, le chômage aura substantiellement diminué.

Cette allusion à la première décennie du XXI^e siècle n'est évidemment pas un hasard. Jospin est pratiquement assuré d'être Premier ministre jusqu'à la fin de la législature, c'est-à-dire jusqu'en 2002. Et ce qu'il vise à présent, c'est l'élection présidentielle, en 2002 aussi, en disant dès maintenant qu'on doit lui faire confiance et patienter encore jusqu'en 2010. Mais quelles raisons les travailleurs auraient-ils d'attendre, pour voir le gouvernement s'attaquer réellement au problème du chômage ?

Si le gouvernement avait voulu le faire, il l'aurait pu depuis longtemps. Ce ne sont pas les emplois utiles à créer qui manquent dans les transports en commun, dans l'enseignement, dans les hôpitaux, et plus généralement dans tous les services publics. Et le véritable scandale c'est que les rentrées fiscales supplémentaires ne vont pas servir à créer de tels emplois. Cet argent servira une fois de plus à distribuer des cadeaux aux plus riches. Et le patronat se voit offrir, en plus, des activités lucratives

qui devraient relever des services publics, comme les cantines scolaires, le nettoyage des hôpitaux et des gares, ou le ramassage des ordures ménagères.

Bien évidemment, ces entreprises sont avant tout soucieuses de faire des bénéfices – on nous dit que c'est « la loi du marché » – et elles tentent de faire assurer ces tâches avec le moins de personnel et aux salaires les plus bas. La grève des éboueurs marseillais est, après beaucoup d'autres, l'un des témoignages de cette situation.

Dominique Strauss-Kahn, qui avait sans doute un peu abusé des cocktails, aurait entonné, d'après la presse, *l'Internationale* lors de cette « université d'été » du Parti Socialiste. Il est vrai qu'il est bien placé pour savoir, en tant que ministre de l'Économie et des Finances, que les paroles de *l'Internationale*, comme « *l'État opprime et la loi triche* », et « *l'impôt saigne le malheureux* », sont toujours justes un siècle après avoir été écrites. Mais les travailleurs n'ont vraiment rien à attendre des gens qui sont socialistes en chansons, et défenseurs des pires tares du système capitaliste dans leurs actions de tous les jours.

Ils doivent par contre tourner le dos à ceux qui leur parlent des « lois du marché », qui ne sont que des lois artificielles faites pour qu'une minorité s'enrichisse en appauvrissant la majorité de la population.

Baisse du chômage

UN TRIOMPHALISME INDÉCENT

Martine Aubry, la ministre de l'Emploi, s'est offert son coup de pub : 38 600 chômeurs de moins en juillet 1999. Une bonne partie de la presse, complaisante, en a rajouté sur la fin de la crise et la disparition du chômage si bien annoncée par Jospin pour dans dix ans.

Que de tapage pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes !

D'abord parce que le mode de calcul du nombre de chômeurs est un exercice digne

d'un illusionniste ! On a ainsi appris que depuis la mi-juin, on ne prend plus en compte les 14 000 chômeurs âgés de plus de 55 ans et bénéficiaires d'une allocation spécifique. Cela fait déjà un moment qu'on ne comptabilise plus non plus les chômeurs qui, dans le mois, ont trouvé un petit boulot de plus de 78 heures. Bref de radiations administratives en changement de critères, le nombre de demandeurs d'emplois permanents, les seuls comptabilisés,

est officiellement de 2 770 000, alors que le même ministère de l'Emploi, dans un accès de franchise, évoquait en juin dernier, un chiffre réel de 4,2 millions de chômeurs...

Mais, même si le chômage a effectivement baissé, on sait que la plus grande partie des emplois créés sont précaires et mal payés. Sur les 77 700 emplois créés par le secteur privé au premier trimestre 1999, la moitié environ étaient des emplois temporaires. Dans

le secteur public, les 185 000 à 200 000 emplois-jeunes, chers à Martine Aubry, sont à la fois limités dans le temps (5 ans) et sous-payés (au SMIC).

Quant à voir le bout du tunnel, on en est loin ! On parle beaucoup de la baisse démographique qui résorberait le chômage, pour ainsi dire de façon naturelle. Mais on parle moins de la persistance « naturelle » des patrons à licencier quand ça les arrange : il y a eu près de 60 000

licenciements en juillet.

Martine Aubry avouait, selon *Le Monde*, avoir pour l'avenir « une peur bleue des fermetures d'usine ». Cela n'arrangerait sans doute pas ses statistiques. En tout cas c'est un aveu qui ne manque pas de sel quand on sait que les entreprises se rachètent à tout va, fusionnent et « restructurent » avec compressions de postes à la clé, et bénédiction du gouvernement.

Sylvie MARECHAL

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Serbie : UNE OPPOSITION DIGNE DE MILOSEVIC

Depuis deux mois, à la suite du retrait de l'armée serbe du Kosovo, l'opposition serbe réclame le départ de Milosevic. Rassemblant de 10 à 25 000 personnes dans plusieurs villes de province et jusqu'à 150 000 le 19 août à Belgrade, cette vague de protestations ne connaît cependant pas une affluence aussi forte que lors des grandes manifestations de 1996/97.

Certains y voient le résultat des divisions de l'opposition tant, il est vrai, les candidats à la succession de Milosevic se pressent au portillon. A côté des anciens opposants de 1996, l'Alliance Civique de Vesna Pesic, le Parti Démocratique de Zoran Djindjic et le Parti Serbe du Renouveau de Vuc Draskovic, qui détient la mairie de Belgrade et aligne une quarantaine de députés au parlement, sont apparus plus récemment le « Groupe des 17 », des économistes serbes se présentant comme indépendants des partis et ayant les faveurs de l'OTAN, ou encore le général Momcilo Perisic et son Mouvement pour une Serbie Démocratique.

Certes, ces différents cliques sont divisées. Certains, comme Draskovic, sont prêts à participer aux élections anticipées promises en novembre par le pouvoir, tandis que d'autres, comme Djindjic, continuent de réclamer d'abord la démission de Milosevic. Le Groupe des 17 lui se propose de former un gouvernement « d'experts » et essaye de négocier l'appui du parlement qui soutient pour l'instant encore Milosevic.

Pourtant, d'après un récent sondage, si 72 % des Serbes sont pour le départ de Milosevic, 40 % seulement se reconnaissent dans les partis de l'opposition. Il y a forcément à cela d'autres raisons que leurs différences tactiques. Et d'abord sans doute qu'aux yeux de la population leurs perspectives comme leurs programmes et leurs chefs ne sont ni clairs ni convaincants.

Que proposent-ils en effet à une population serbe qui, après sept années de guerre en Croatie, en Bosnie et au Kosovo, puis onze semaines de bombardement de l'OTAN, vit aujourd'hui au rythme des tickets de rationnement et des files d'attente pour l'achat de viande ou d'essence, du chômage qui touche plus de la moitié de la population active, de la charité et du marché noir, tandis que 150 000 réfugiés serbes du Kosovo sont venus gonfler les rangs des quelques 600 000 autres de Croatie et de Bosnie ?

A Milosevic ils reprochent tous d'avoir perdu la guerre, pas sa politique au Kosovo. Tous jouent du nationalisme, que ce soit Perisic, surnommé le « chevalier de la Neretva », du nom d'une rivière qui coule dans la ville de Mostar en Bosnie qu'il a réduite à un tas de ruine en 1992, Djindjic, qui s'était illustré en apportant son soutien à Radovan Karadzic, un des responsables de l'épuration ethnique en Croatie, ou bien Draskovic, partisan de la Grande Serbie, royaliste, religieux, membre du gouvernement de Milosevic avant de repasser à l'opposition.

Aucun ne s'est prononcé pour le droit à l'indépendance du Kosovo, ni hier ni aujourd'hui.

Bien sûr, dans la Serbie vaincue, les sentiments nationalistes doivent être encore exacerbés. Ainsi, le match de football qui a opposé l'équipe de Serbie à celle de Croatie au mois d'août à Belgrade a été l'occasion depuis les tribunes de conspuer Milosevic aux cris de « Sloba dehors », « bandit rouge », « tu as vendu le Kosovo », les footballeurs croates étant traités eux « d'oustachis » et menacés de mort. Mais que pratiquement toute l'opposition essaie de jouer sur ces sentiments, ou de composer avec, en dit long sur sa nature, et le fait qu'elle serait prête à la pire démagogie s'il était nécessaire. Mais alors quelle différence avec Milosevic ?

Et surtout l'opposition, comme les partis actuellement au pouvoir d'ailleurs, ne voit d'avenir qu'avec le capitalisme et des crédits de l'Occident, crédits qu'ils devront monnayer contre la mise en coupe réglée de l'économie serbe... et qu'ils sont prêts à placer en Suisse comme leurs confrères russes, ou bosniaques par exemple, le font avec l'argent du FMI. Mais là encore quelle différence avec Milosevic ?

Il ne reste plus à l'opposition serbe, composée en grande partie d'anciens apparatchiks, qu'à se présenter comme les champions de l'anti-communisme, à l'image de l'Eglise orthodoxe qui voit dans la période actuelle une occasion de « libérer la Serbie des chaînes du communisme »... après avoir été le chaud partisan de la politique de Milosevic au Kosovo.

C'est sans doute pour cela que Milosevic peut envisager aujourd'hui d'organiser des élections. Car s'il les gagnait « démocratiquement » ?

Certes, mis au pilori par les puissances impérialistes, portant la responsabilité d'une série de revers militaires, affaibli par le marasme économique du pays, Milosevic apparaît de plus en plus isolé. Même l'armée lui semble de moins en moins acquise : après des désertions massives durant la guerre, puis les manifestations de réservistes pour exiger le paiement de leur solde, le passage à l'opposition d'un certain nombre d'officiers montre que le loyalisme de l'état-major de l'armée a lui aussi ses limites.

Mais il bénéficie toujours du soutien du Parti Socialiste de Serbie, du parti de la Gauche Unie dirigé par sa femme et du Parti Radical de l'ultra nationaliste Vojislav Seselj, qui compte plusieurs ministres. Il contrôle les principaux médias et peut compter sur la loyauté des quelque 100 000 membres de la police. Alors, si la population serbe a juste à choisir entre deux maux...

Il n'y a pas à pleurer sur les divisions actuelles de l'opposition serbe. Tout au contraire il serait même souhaitable que se fasse un nouveau clivage dans ses rangs, celui qui donnerait naissance à un parti qui représenterait réellement les intérêts des travailleurs et des couches populaires serbes, contre les nationalistes, et tous les partisans du dollar ou de l'euro, en clair une opposition communiste et révolutionnaire.

H.A.

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !



Lors de la manifestation à Paris le 21 août.

La lutte des sans-papiers pour obtenir la régularisation de leur situation se poursuit. Depuis la manifestation parisienne du 21 août dernier contre la politique du gouvernement à leur égard, les diverses organisations des sans-papiers qui ne veulent pas baisser les bras n'ont pas cessé de protester et de battre le rappel de tous ceux qui les soutiennent, afin de briser le silence et l'isolement dans lesquels leurs revendications peuvent sombrer.

Depuis le 21 août également, une marche des sans-papiers est partie de Toulouse vers Paris où elle devrait arriver le 30 septembre après avoir été rejointe par d'autres marches, parties d'autres villes et venues grossir ses rangs. Et il faut souhaiter en effet que les sans-papiers et ceux qui les soutiennent arrivent le plus nombreux possible à Paris, pour dénoncer encore une fois l'attitude scandaleuse à leur égard de Jospin et de tout son gouvernement, PCF et Verts compris.

Après les promesses électorales de Jospin au cours de la campagne électo-

rale des législatives de 1997, après son appel aux immigrés clandestins afin qu'ils déposent des dossiers pour être régularisés, son gouvernement avec Chevènement en tête a débouté 63 000 personnes sur les 140 000 qui avaient demandé leurs papiers pour pouvoir vivre et travailler normalement dans ce pays. Ce prétendu gouvernement socialiste, d'un pays qui se situe parmi les premières puissances industrielles mondiales, qui a colonisé et pillé pendant des dizaines et des dizaines d'années les pays dont sont originaires bon nombre de ceux auxquels on refuse aujourd'hui, ici, le droit de vivre, est tellement veule devant l'opinion la plus réactionnaire qu'il n'ose même pas régulariser la situation d'un peu plus de 60 000 personnes !

Il faut imposer la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande. Il ne faut pas laisser faire ce gouvernement à la solde des nantis et des patrons, seuls indésirables dans ce pays. Tous les travailleurs doivent se sentir solidaires des sans-papiers !

Halte aux poursuites contre Armand Zvéniogorodski

Air France a visiblement décidé de remporter la palme de la discrimination dans les transports publics. Après avoir fait la preuve en été de son étroitesse d'esprit et de la bêtise la plus crasse en refusant l'accès au vol Paris-Lorient à un homme de 44 ans, atteint de trisomie 21, puis en voulant faire payer tarif double à un homme obèse, la compagnie réédite ses tristes exploits en s'en prenant cette fois aux sans-papiers et à leurs soutiens.

En effet, le 22 juin dernier, des passagers s'étaient mobilisés contre l'expulsion d'un sans-papiers à destination de Bamako (Mali). Le commandant de bord a alors fait appel aux forces de l'ordre pour faire sortir Armand Zvéniogorodski, un soutien des sans-papiers, de l'appareil. En vain, des passagers s'y sont opposés. L'attitude hostile de ce commandant de bord n'est

pas la règle. Il est arrivé bien des fois que des pilotes refusent de décoller parce qu'ils ne voulaient pas transformer leur avion en fourgon cellulaire, ils invoquaient alors des raisons de sécurité élémentaires.

Seulement, cette fois, la compagnie n'a pas voulu en rester là : elle a porté plainte contre Armand Zvéniogorodski pour « aide au séjour irrégulier d'un étranger ». Du coup, ce dernier passe en procès le 30 septembre et risque de lourdes peines pour avoir simplement marqué sa solidarité à l'égard des sans-papiers.

En tout cas, Lutte Ouvrière s'associe à la pétition lancée par l'organisation « Jeunes contre le racisme en Europe », pour exiger l'arrêt immédiat des poursuites à l'encontre d'Armand Zvéniogorodski.

Aline URBAIN

Carrefour-Promodès

LA LOI DES GRAS

Carrefour (qui contrôle aussi Picard) et Promodès (qui possède Continent, Shopi, Champion...) ont décidé de fusionner. Ce sont déjà des groupes gigantesques de la distribution, respectivement deuxième et troisième de la distribution en France (troisième et sixième en Europe). Mais la bataille financière fait rage dans le secteur de la distribution depuis plus de 10 ans, et il semble que Carrefour en particulier craignait de se faire racheter, peut-être par le groupe américain Wal-Mart, premier groupe mondial du secteur, ou par le néerlandais Ahold.

Les entreprises de la grande distribution, comme les autres, sont ces temps-ci achetées et revendues comme de vulgaires paquets de nouilles. Les bâtiments, les produits et bien sûr les salariés (240 000 dans ce cas) changent de mains pour être intégrés dans des groupes de plus en plus grands, qui brassent des milliards de profits. Le nouveau groupe, s'il voit le jour, rapportera plus de six milliards de francs par an à ses actionnaires, qui pourront s'en servir pour essayer de

racheter Casino, Leclerc ou Intermarché, pour devenir encore plus gros. Ce petit jeu se passe aussi à l'échelle de la planète: l'américain Wal-Mart, qui menaçait paraît-il Carrefour, aurait proposé cent milliards de francs à la famille Mulliez pour lui racheter Auchan. Mais ce n'était pas assez, semble-t-il...

Les entreprises, que ce soit dans la grande distribution, dans la banque, dans l'automobile ou ailleurs, ont acquis des tailles comparables à celles des États. Le nouveau groupe Carrefour brassera plus de trois cents milliards de francs par an, soit le sixième du budget de l'État. Le groupe américain Wal-Mart est



Les dirigeants des deux trusts se serrent la main. ça va en faire des caddies de dividendes !

encore deux fois plus gros. Il est évident que les décisions prises dans les conseils d'administration de ces géants ont un poids considérable sur toute la société.

Et plus ils grossissent, plus ces trusts ont de facilités pour grossir encore. L'actuel mouvement des paysans se dresse contre les prix trop bas imposés par les centrales d'achat toutes-puissantes des grands groupes de la distribution. Eh bien, cette fusion risque d'empirer encore la situation: au lieu de six centrales d'achat, il n'y en aura plus que cinq, et la centrale d'achat du nouveau groupe Carrefour représentera plus du quart des achats en France!

Acheter très bon marché, revendre cher, c'est évidemment le bon moyen de faire fortune. C'est comme cela que se sont faites, parfois en quelques années, les fortunes des Mulliez (Auchan, une des plus grosses fortunes de France), ou de ce Paul-Louis Halley, président de Promodès, qui part à la retraite en laissant la main au directeur de Carrefour: en moins de cinquante ans, il est passé de l'épicerie de gros familiale aux sommets de la grande distribution et a constitué une fortune colossale... Sur la sueur des paysans et en prenant dans le porte-monnaie des petits consommateurs.

Roger PÉRIER

Logement

PÉRISSOL-BESSON LA CONTINUITÉ D'UNE POLITIQUE FAVORABLE AUX PROPRIÉTAIRES

La date du 31 août a marqué la fin de ce qui est appelé l'amortissement Périssoil (du nom de l'ancien ministre du Logement, RPR, ami de Juppé et ex-dirigeant d'une société de promotion et d'un établissement de crédit immobilier importants), remplacé par l'amortissement Besson (du nom du nouveau ministre du Logement, appartenant au PS celui-là). En fait, le second s'est tranquillement inscrit dans la continuité du précédent. Officiellement, il s'agit de favoriser l'augmentation du nombre de logements neufs privés mis en location à des prix dits raisonnables; mais plus simplement il s'agit pour lui aussi de soutenir les capitalistes de l'immobilier d'habitation et d'inciter les détenteurs de capitaux à y investir.

Maintenant que le mécanisme Périssoil n'est plus autorisé, le seul problème que les professionnels connaissent, selon leur porte-parole de la FNPC (Fédération nationale des promoteurs constructeurs), est un problème «de pédagogie pour faire comprendre au public que le nouvel amortissement Besson est peu différent au final du Périssoil, dans la plupart des cas.» C'est dire que le ministre de Jospin, lorsqu'il a révisé l'oeuvre de son prédécesseur, n'a vraiment pas été méchant avec

ceux qui se demandent quoi faire de leurs millions et se tâtent pour acheter ou pas un logement afin qu'il leur rapporte gros, en loyers et en déductions d'impôts.

Avec Besson, au lieu de pouvoir déduire de leurs impôts jusqu'à 80% du prix du logement, ils ne peuvent plus déduire que 65%, ce qui est moins bien, certes. Mais ils le feront désormais en quinze ans, au lieu de 24 ans avec la formule Périssoil, ce qui est mieux, sans compter quelques autres petites améliorations fiscales, non négligeables pour tous ceux qui possèdent de gros revenus fonciers. Petit désagrément pour les riches qui n'aiment pas les contraintes, dans le système Besson: contrairement au régime Périssoil, les loyers sont plafonnés ainsi que les ressources des locataires. Mais les plafonds de loyers correspondent à peu de chose près aux loyers pratiqués sur le marché (exception faite peut-être de certains secteurs de la région parisienne). Quant au plafond de ressources des locataires, du moment que ceux qui sont logés paient rubis sur l'ongle le loyer demandé...

Sous prétexte d'aider à la construction de logements à louer, le précédent gouvernement avait permis au fisc de

faire un cadeau royal à tous ceux qui achetaient chez les marchands de béton et autres promoteurs. Au moins 140 000 logements seraient ainsi construits grâce à cette politique, et financés en très grande partie par le biais de déductions fiscales, donc par le budget de l'État. Et puis, les logements seront-ils loués à ceux qui ont le plus besoin d'être logés mais ne peuvent pas payer cher? Bien sûr que non, et tel n'était pas le but de Périssoil. En revanche, il était bien de faire plaisir aux promoteurs comme aux riches investisseurs. Cela a été illustré, dans les derniers jours d'août, par le nombre de ceux qui venaient encore, dans les bureaux de vente des constructeurs, mettre cash sur la table les cent «briques» nécessaires pour acheter les derniers appartements accessibles au dispositif fiscal Périssoil.

Désormais, le dispositif Besson prend la relève... pour le plus grand plaisir des bétonneurs et des propriétaires. Quant aux candidats locataires, quant à tous ceux qui ont un besoin vital de mettre un toit correct et bon marché au-dessus de leur tête et de celle de leur famille, ils devront encore attendre.

L.P.

Baisse d'impôts

Les vrais bénéficiaires des cadeaux gouvernementaux

Le gouvernement Jospin a annoncé 38 milliards de baisses d'impôts pour l'an 2000, mais une partie de cette «diminution» était en fait déjà programmée: «excédents» ou pas, il était prévu depuis le vote du budget que les patrons devaient bénéficier de 15 milliards de francs de cadeaux...

Parmi ces cadeaux «anciens», il faut rappeler en particulier la réforme de la taxe professionnelle.

Cet impôt est payé par les entreprises aux communes et il est, entre autres, fonction du nombre de salariés employés. Eh bien, le gouvernement a décidé de supprimer cette part salariale, qui représente 35% de la taxe en question. Comme il s'agit d'une des principales sources de revenu des communes, le gouvernement a décidé de compenser intégralement le manque à gagner que cela représente pour elles. Ainsi, ce sont les impôts qui vont financer directement ce cadeau au patronat. Cette réforme est étalée sur 5 ans et, dès cette année, elle coûtera à l'État 7,2 milliards de francs. Au total, la dépense est estimée entre 20 et 25 milliards... plus que le fameux «excédent» dont il a été tellement question ces derniers temps!

Le gouvernement a prétendu que cela permettrait de créer 100 000 emplois d'ici 2004... Même si cela était vrai, encore une fois il reviendrait bien plus cher de créer des emplois par voie «d'incitations» aux patrons qui si l'État créait lui-même des emplois utiles financés sur ses fonds!

Marc RÉMY

Serbie

Le pouvoir de Milosevic et son oppositio

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES CLASSES POPULAIRES

L'arrestation du général serbe Talic par le Tribunal pénal international (TPI) compte sans doute au nombre des pressions exercées par les dirigeants impérialistes sur le pouvoir de Belgrade depuis la fin de la guerre. Talic est un Serbe de Bosnie, inculpé pour sa responsabilité dans les crimes commis en Bosnie, mais il est le plus haut gradé sur lequel le TPI ait, jusqu'à présent, jugé bon de mettre la main.

Les pressions de la part des puissances impérialistes dans le sens d'une chute de Milosevic sont, on le voit, graduées. Il n'en reste pas moins que les dirigeants du monde impérialiste ont exclu la Serbie avec éclat de leur lancement d'un « pacte de stabilité » dans les Balkans, tant que Milosevic resterait au pouvoir. Clinton a répété : « La Serbie n'aura un futur que lorsque monsieur Milosevic et ses politiques seront relégués dans le passé », en indiquant son intention de soutenir l'opposition démocratique, les syndicats et les médias indépendants en Serbie. Une commission du Sénat américain aurait, selon la presse, approuvé un projet de loi accordant une aide de 100 millions de dollars à l'opposition serbe.

UN INTERLOCUTEUR
INCONTOURNABLE
DEVENU CRIMINEL
DE GUERRE

Que les dirigeants impérialistes souhaitent un départ de Milosevic du pouvoir, cela se conçoit, évidemment, du point de vue de leur image politique, à l'issue de la guerre de destruction qu'ils ont menée dans le cadre de l'Otan contre la Serbie. Ils ont remporté une victoire sur Belgrade au Kosovo, et ils peuvent mettre à leur crédit le retour rapide et massif des expulsés kosovars albanais dans leur province, indépendamment de la situation qui y règne. Mais l'éviction de Milosevic pourrait leur offrir un « plus » politique. Elle débloquerait en outre leurs relations avec la Serbie, et notamment les opportunités d'affaires liées à une « reconstruction » économique du pays qu'ils ont ravagé.

Mais les dirigeants occidentaux n'en sont apparemment pas pour autant à envisager d'éjecter Milosevic par la manière forte et à n'importe quel prix.

Il faut se rappeler que si, en mars dernier, ils ont décidé leur guerre, après avoir accepté ce même Milosevic comme interlocuteur pendant des années malgré les crimes commis en Croatie et en Bosnie, c'était essentiellement parce qu'ils voulaient mettre un

terme à ses manifestations d'indépendance et d'indocilité, et assurer leur contrôle sur l'Etat serbe.

L'impérialisme a besoin d'un relais efficace et soumis dans la région. Efficace à travers une armée puissante, et on a vu que l'intervention militaire impérialiste n'a pas eu pour but de réduire à zéro l'armée serbe ; elle a, au contraire, soigneusement ménagé ses moyens et son avenir de gardien de l'ordre. Mais aussi un relais fiable et obéissant, dont l'imprévisibilité ne menace pas sans cesse de faire exploser les tensions et de déstabiliser les frontières établies.

Et c'est là que le bât blesse. Désirer le départ de Milosevic est une chose ; encore faut-il que se manifeste clairement un homme ou une équipe de remplacement, qui à la fois ait l'autorité nécessaire dans le pays, et montre la docilité voulue par les dirigeants occidentaux.

Le président italien Massimo d'Alema a clairement indiqué la nature du problème dans une tribune au *Financial Times* : « Nous devons faire en sorte que la population serbe et l'opposition dispersée comprennent bien que nous sommes prêts à offrir notre coopération et notre aide dès (qu'émergera) une alternative crédible et cohérente capable de ramener la Serbie au sein de l'Europe ». Une alternative « crédible et cohérente », voilà ce qui, apparemment, fait justement défaut, ou a en tout cas des difficultés à émerger.

QUELLE ALTERNATIVE
« CRÉDIBLE ET
COHÉRENTE » ?

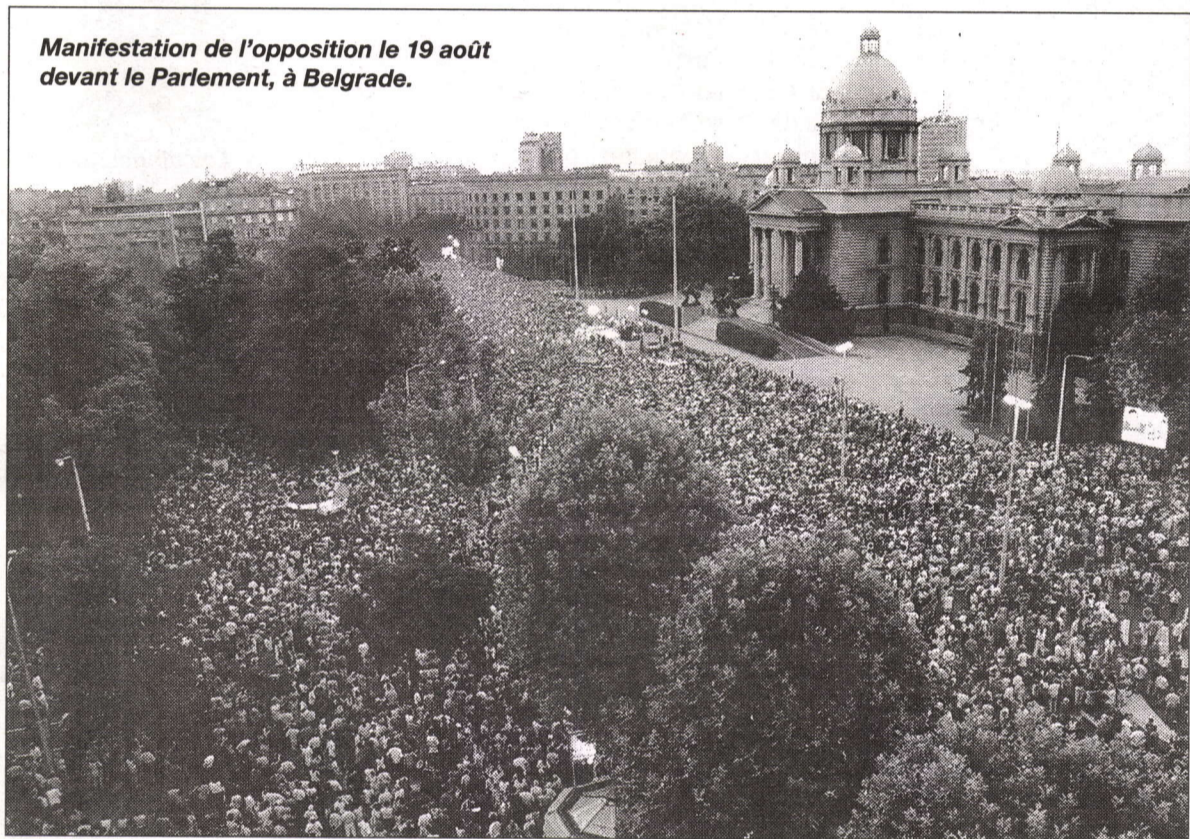
Depuis la fin de la guerre, plusieurs opposants à Milosevic se

au vu du nombre et de la persévérance de tous ceux qui protestent et manifestent, le plus souvent sous des banderoles « *Slobo, va-t-en !* ».

Evidemment, cette contestation charrie des courants hétéro-

régime a enregistré une succession de défaites sur ce plan. La Krajina croate a été perdue, l'entité serbe de Bosnie reste dans le cadre d'une Bosnie « indépendante ». Et maintenant, pour eux, le comble : le Kosovo, cette pro-

Manifestation de l'opposition le 19 août devant le Parlement, à Belgrade.



sont certes manifestés. Ils ont surtout montré leur inconsistance politique, outre leur division démobilisatrice pour la population, avec la concurrence entre les manifestations organisées dans une série de villes de province, comme avec les heurts publics entre en particulier Vuk Draskovic et Zoran Djindjic lors de la grande manifestation qui a rassemblé quelque 150 000 personnes à Belgrade le 19 août.

Le ras-le-bol, le mécontentement, pour ne pas dire la colère et le désespoir, sont pourtant très forts au sein des populations en Serbie : cela paraît incontestable

gènes, parfois contradictoires : mouvement des soldats réclamant simplement le paiement de leurs soldes ; courant pacifiste, écoeuré de ces guerres successives où le régime a embarqué le pays ; lassitude devant la catastrophe matérielle et humaine causée par l'agression militaire de l'Otan ; aspirations sincères à la liberté d'expression, notamment au niveau des grands médias ; mais aussi courants nationalistes et ultra-nationalistes qui se considèrent humiliés et trahis par Milosevic dans leurs rêves d'une « Grande Serbie », puisque le

vincé qui est au coeur du nationalisme serbe comme le « berceau de la Serbie », est à son tour perdu... Sans oublier le séparatisme qui s'est fait plus fort au Monténégro...

Il y a là de quoi alimenter le courant ultra-nationaliste d'extrême droite, représenté dans le gouvernement du couple Milosevic notamment par le parti de Vojislav Seselj, renforcé depuis le début par l'intervention militaire impérialiste.

Par ailleurs, on ne peut pas qualifier d'opposants démocratiques les leaders les plus connus,

Rectificatif

L'association « Médecins sans frontières » nous demande de publier un rectificatif au sujet d'informations la concernant, que *Lutte Ouvrière* a publiées dans son numéro du 13 août dernier, dans le cadre d'un article sur le Kosovo intitulé « *Après la guerre, la chasse... au pactole* ».

Ces informations étaient, en fait, reprises d'un article du *Nouvel Economiste* (n° 1133), affirmant notamment que l'association

Aquassistance, liée à la Lyonnaise des Eaux, « a négocié des accords de partenariat avec Médecins du monde et Médecins sans frontières ».

« Médecins sans frontières » précise que, pour ce qui la concerne, ceci est faux, ce que confirme d'ailleurs de son côté Aquassistance. C'est bien volontiers que nous publions ci-dessous son texte, qu'elle a adressé également au *Nouvel Economiste*.

« Contrairement à ce qui a été

publié dans l'enquête d'Alexandre Bousageon sur le rôle des ONG dans l'obtention des marchés de reconstruction, Médecins Sans Frontières n'a aucun partenariat avec l'organisation Aquassistance créée par des salariés de la Lyonnaise des Eaux. L'association Médecins Sans Frontières ne développe pas de partenariat avec quelque organisme ayant pour finalité la captation de marchés de

Russie

LES MILLIARDS DE DOLLARS DES PILLARDS AU POUVOIR

Plus le temps passe, plus s'alourdit l'addition des détournements de fonds effectués par les dirigeants russes, au moins pour ce qu'en révèle la presse.

Mi-août, les journaux avançaient le chiffre de 200 millions de dollars « blanchis » par l'entremise d'une banque américaine. On l'estime désormais à une vingtaine de milliards de dollars (plus de 120 milliards de francs). Sur ce total, provisoire à en croire les enquêteurs américains, la moitié viendrait de prêts du Fonds Monétaire International (FMI) à la Russie, captés par une douzaine de dignitaires du Kremlin et leurs proches formant la « famille » car ce cercle regroupe... une poignée de favoris et parents du président Eltsine.

UN ASPECT DU PILLAGE DE LA RUSSIE...

De telles sommes donnent une idée du pillage auquel se livre la couche des bureaucrates au pouvoir en Russie.

20 milliards de dollars raflés par une seule « famille », cela correspond précisément au cumul depuis 1992 des crédits du FMI à ce pays. Un pays dont la population est enfoncée dans la misère par ceux auxquels leur position au pouvoir permet de faire main basse sur tout ce qui passe à leur portée : des salaires et pensions de dizaines de millions de travailleurs au budget des régions, en passant par les matières premières, etc.

100 à 150 milliards de dollars se seraient ainsi « évaporés » en huit ans depuis la disparition de l'Union Soviétique, selon le FBI. Cela a saigné la Russie à blanc tandis que ces milliards atterrissaient, après un détour par les Etats-Unis et de multiples sociétés écrans, sur des comptes financiers off shore du Pacifique, des Caraïbes ou dans des paradis fiscaux tout proches : en Suisse, à Monaco, dans l'île de Man ou les îles anglo-normandes.

Le transfert de sommes aussi importantes ne pouvait pas passer inaperçu des autorités et banquiers occidentaux qui les ont reçues. Et à lire le récit circonstancié fait par les journaux des tribulations des fonds russes blanchis en Occident, les enquêteurs n'ont pas eu trop de mal à en retrouver la trace ainsi que les bénéficiaires. Autant dire que l'étonnement plus ou moins choqué qu'affecté à ce sujet les dirigeants occidentaux n'est qu'hypocrisie.

... AUQUEL LA BOURGEOISIE OCCIDENTALE TROUVE SON PROFIT

En effet, ces derniers ne pouvaient pas ignorer où passaient les crédits de la prétendue « aide » à la Russie, sans parler du produit de la mise en coupe réglée du pays par la bureaucratie. Et, quoiqu'ils cherchent à le faire oublier, ils ont trouvé leur compte aux agissements des dirigeants russes.

« Des prêts étaient préférables à la faillite de la Russie » a déclaré le directeur général du FMI. Autrement dit, en subventionnant le

régime russe et en laissant ses chefs se servir au passage, les dirigeants de la bourgeoisie mondiale ont cherché à se garantir contre l'instauration, sur les ruines de l'ex-URSS, d'un chaos aux conséquences imprévisibles. S'il fallait pour cela présenter Eltsine et ses pareils comme des modèles de « démocratie », les Clinton, Mitterrand, Chirac ou Blair ne trouvaient pas cela trop cher payé. D'autant plus que finalement cela ne leur coûtait rien. Au contraire.

Ils ont conforté le régime russe et lui ont donné les moyens de faire régner leur « ordre mondial » dans sa zone d'influence, avec une efficacité certes relative mais en évitant un embrasement du Caucase ou de l'Asie centrale que les puissances occidentales auraient été en peine d'éteindre.

Il leur fallait aussi renforcer ce régime pour qu'il y ait, sur place, une autorité à même de faire payer à la population les crédits d'une « aide » dont elle n'a jamais vu la couleur. Que le service de la dette (le remboursement des intérêts et des prêts que la Russie a reçus) représente 90 % du produit intérieur russe importe peu aux dirigeants et banquiers occidentaux : ce qui compte pour eux, c'est qu'il y ait un Etat pour présenter la note aux travailleurs et aux démunis. Qu'il soit corrompu jusqu'à la moelle et affiche des mœurs de gangster ne les gêne guère : dans le Tiers Monde, c'est souvent sur de tels régimes que l'impérialisme s'appuie pour tirer jusqu'à la dernière goutte de leur sang aux peuples les plus pauvres de la planète.

Ce que les tenants de l'Etat local détournent, l'impérialisme le fait payer à la population, et même deux fois plutôt qu'une. Les révélations sur les « affaires » du Kremlin le montrent : ce n'est pas en Russie mais dans les banques et l'immobilier d'Occident que les bureaucrates placent ce qu'ils volent.

DEUX MONDES

Si ce grand déballage intervient en ce moment, alors que ces scandales ne datent pas d'hier, cela ne doit rien au hasard mais en bonne part au fait que des élections présidentielles approchent, aux Etats-Unis comme en Russie.

En Amérique, les Républicains, dans l'opposition, ne sont pas mécontents de présenter les choses

comme le fruit de la politique dispendieuse pour les contribuables de Clinton et de son vice-président Al Gore, candidat démocrate à l'élection présidentielle.

En Russie, où doivent se succéder des élections législatives et présidentielle, on assiste à une empoignade générale au sommet autour de la succession d'un Eltsine qui n'a pas le droit de se représenter. Les « révélations » sur les turpitudes de sa « famille » participent de la lutte entre clans dirigeants, celui du président russe semblant surtout préoccupé de se prémunir, lui et ses milliards, de poursuites quand il ne pourra plus, comme maintenant, destituer les juges enquêtant sur ses affaires.

Et la population ? Elle a bien d'autres problèmes, à commencer par celui de survivre, pour se préoccuper de savoir si les deux filles d'Eltsine ont bien reçu en pot-de-vin l'équivalent d'un million de francs pour leurs dépenses courantes lors d'un séjour

pour savoir que ses gouvernants sont des voleurs. Et elle ne doit guère s'étonner que les partis dits d'opposition se gardent de chercher à la mobiliser contre « les voleurs au pouvoir ». Ces partis, y compris ceux qui ont parfois employé cette expression, auraient trop à perdre à une surenchère sur ce terrain, tous étant impliqués à un niveau ou à un autre dans le pillage du pays et de la population. A commencer par le principal rival d'Eltsine, et à l'origine des « fuites » sur sa fortune, le notoirement corrompu et riche maire de Moscou, Loujkov.

Pourtant, pour que l'on ne voie plus, comme ces jours-ci à Toula en Russie centrale, deux cents anciens sauveteurs de Tchernobyl réduits à faire la grève de la faim pour protester contre la réduction de leurs maigres indemnités alors qu'ils ont été irradiés et que, dans la presse russe, s'étale la preuve d'une partie de ce que les dirigeants russes



Le cynisme des autorités.
Depuis le krach monétaire d'août 1998 elles proclament, comme ici : « Personne d'autre que nous-mêmes n'aidera la Russie. » Elles s'aident effectivement elles-mêmes à s'enrichir, en appauvrissant toute la population.

privé en Hongrie. Qu'est-ce qu'une telle somme, et plus encore les milliards de dollars détournés par les mêmes, représentent, par exemple, pour des enseignants qui doivent assurer la rentrée ces jours-ci sans avoir été payés depuis des mois ? Et alors que les parents d'élèves devront, cette année encore dans certaines régions, se cotiser - s'ils le peuvent, car eux aussi ne touchent souvent qu'avec retard un salaire équivalent à quelques centaines de francs - pour que les instituteurs ne fassent pas la classe le ventre vide.

Alors, la population regarde tout cela avec dégoût mais sans surprise car elle est payée, si l'on ose dire,

détournement, il faudra bien que toute la population chasse les voleurs du pouvoir. Il faudra qu'elle mette au pas tous ces parasites, mafieux et bureaucrates, et cela, du haut en bas de l'échelle sociale, du Kremlin aux régions les plus reculées, qu'elle leur retire tout pouvoir de nuire, de saccager l'économie, de piller le pays et ses travailleurs. C'est la seule voie pour que l'immense majorité de la population russe ne sombre pas dans une misère de plus en plus noire tandis que « ses » dirigeants se vautrent dans les « affaires » avec pour seule devise : « Après nous, le déluge ».

Pierre LAFFITTE

ES ?

Draskovic et Djindjic. Ils ont, l'un comme l'autre, un passé politique zigzaguant, de chantres actifs du nationalisme serbe, associés au pouvoir en fonction des périodes, pour se muer ensuite en opposants à la personne de Milosevic. Quelle est aujourd'hui leur crédibilité dans la population, il est difficile d'en juger. En tout cas, la perspective de faire tomber Milosevic qui est plus ou moins proposée par tous paraît peu favorable, puisque le Parlement fédéral est contrôlé par les partis de Milosevic et de sa femme, alliés à celui de Seselj.

Alors, l'alternative « crédible et cohérente » viendra peut-être du côté de l'armée. Un général s'est mis en avant. Ancien chef d'état-major, limogé en novembre 1998 parce qu'il était, paraît-il, contre l'intervention serbe au Kosovo, il a des états de service nationalistes incontestables : il fut le responsable du bombardement de Zadar, en Croatie, en 1991, ainsi que de la destruction, en 1992, en Bosnie, de la ville de Mostar, qu'il laissa en ruines — ce qui lui a d'ailleurs valu le titre de « chevalier de la Néretva » (la Néretva est la rivière qui traverse Mostar)...

Ce général, Momcilo Perisic, s'est déclaré prêt à « aider les forces démocratiques et patriotiques à surmonter la situation la plus pénible de l'histoire du peuple serbe », précisant : « La direction de l'Etat doit être destituée par des moyens politiques et le peuple dirigé avec des programmes civiques et démocratiques ».

Quoi qu'il sorte de la période actuelle d'après-guerre, de réelles perspectives d'un avenir meilleur pour les masses populaires en Serbie ne peuvent, en tous les cas, venir d'aucun de ces secteurs d'opposition qui se manifestent actuellement.

Christiane LE GUERN

reconstruction.

Selon les principes de sa Charte, « les Médecins Sans Frontières s'engagent à respecter les principes déontologiques de leur profession et à maintenir une totale indépendance à l'égard de tout pouvoir ainsi que de toute force politique, économique ou religieuse » (extrait de la Charte de Médecins Sans Frontières, 1992).

Brésil



100 000
MANIFESTANTS
CONTRE
L'AUSTÉRITÉ!

Jeudi 26 août, près de 100 000 personnes venues des quatre coins du Brésil se sont retrouvées sur l'esplanade des ministères de Brasilia pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, formant la plus grande manifestation depuis l'arrivée au pouvoir du président Cardoso, à la fin de 1994. Quelque 5 000 agriculteurs venus aussi de tout le pays campaient déjà depuis plus d'une semaine en plein centre de la capitale, pour revendiquer l'annulation de 40% de leurs dettes envers les banques publiques.

Le gouvernement fait cependant des satisfaits... du côté des dirigeants du FMI, qui sont prêts à lui décerner un bon point et déclarent que « la perfor-

manche de l'économie brésilienne a été significativement meilleure qu'attendu lors de l'approbation du programme de stabilisation de mars 1999 ». Cela n'a pas suffi pour autant à calmer la spéculation contre le real, la monnaie brésilienne, qui a perdu 40% de sa valeur depuis janvier dernier, car la bourgeoisie brésilienne continue de s'en débarrasser pour acheter des dollars. Ironie de l'histoire. Quant à celui qui est censé contenir cette attaque, Arminio Fraga, qui occupe depuis février le poste de gouverneur de la banque centrale du Brésil, il fut lui-même le gérant d'un fonds d'investissement appartenant au financier George Soros qui, en mars, a gagné 5 millions de dollars en achetant des titres de la dette brésilienne, qui étaient en

baisse, et en les revendant une semaine plus tard.

En revanche, la population pauvre a dramatiquement fait les frais de cette crise au nom de laquelle des sacrifices supplémentaires lui ont été imposés. L'affaiblissement continu du real a entraîné une augmentation des prix de la nourriture, des produits de première nécessité et des carburants. Dans un pays de 160 millions d'habitants dont plus de la moitié se situent au-dessous du seuil de pauvreté, le chômage atteint 20% dans les grandes villes. Ford, General Motors et Volkswagen, par exemple, ont procédé à des licenciements massifs. C'est dire combien la misère, déjà omniprésente dans ce pays, dont l'économie se place pourtant au huitième rang mondial, s'est encore accentuée et suscite un mécontente-

ment grandissant parmi les travailleurs comme en témoignait, entre autres, fin juillet un mouvement de grève des chauffeurs routiers. Le gouvernement, de peur de voir le pays paralysé, avait alors satisfait la plupart de leurs revendications.

Aujourd'hui, il campe sur ses positions et tente de jouer la fermeté, mais sa fragilité ne fait guère de doute ni aux yeux des vautours de la finance internationale qui se sont livrés à une nouvelle attaque spéculative, ni à ceux des dirigeants des partis de gauche et des syndicats, instigateurs de la manifestation. En effet certains partis d'opposition mènent une campagne en faveur de la destitution de Cardoso. Ils ont ainsi fait signer par 1,3 million de personnes une pétition, remise au président de la Chambre fédérale des

députés, demandant la création d'une commission parlementaire. Il s'agirait d'enquêter sur l'implication d'un ancien ministre et de plusieurs hauts fonctionnaires, avec l'aval de Cardoso, dans des malversations autour de la privatisation, il y a un an, de la compagnie téléphonique nationale Telebras.

Cependant, les partis de gauche qui réclament le départ de Cardoso guignent surtout sa place. Pour l'immense majorité de la population, l'urgence serait aujourd'hui d'empêcher la bourgeoisie du pays, comme les trusts internationaux, de profiter de la crise financière pour accroître encore leurs richesses à ses dépens. Mais pour cela elle ne pourra compter que sur sa mobilisation.

Annie ROLIN

Irak

LES RAIDS ANGLO-AMÉRICAINS
ET L'HYPOCRISIE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Depuis décembre 1998 et la fin de l'opération « Renard du désert », au cours de laquelle dirigeants américains et anglais avaient déversé sur l'Irak plus de bombes que pendant toute la guerre du Golfe de janvier-février 1991, la population irakienne subit quotidiennement des raids aériens meurtriers.

Ainsi mardi 17 août, 19 civils, dont 4 femmes et 4 enfants, ont péri près de Bassorah, dans le sud du pays. En une semaine, les raids anglo-américains auraient fait 23 morts d'après les autorités irakiennes. Au total, depuis le début de l'année 1999, 1100 missiles auraient été tirés et 11 000 sorties aériennes auraient été effectuées, soit une cinquantaine par jour.

Les dirigeants américains justifient ces bombardements en invoquant la nécessité de faire respecter les deux « zones d'exclusion aérienne », au nord et au sud du pays. Ce qui est d'autant plus cynique qu'aucun avion irakien ne décolle plus depuis longtemps... et la semaine dernière, de l'aveu même des militaires américains, ce sont des objectifs situés en-dehors

de ces zones qui ont été touchés. Ces deux zones, qui représentent 60% de l'espace aérien irakien, avaient été interdites à l'aviation irakienne en 1991, soi-disant pour « protéger » les populations irakiennes qui se soulevaient contre Saddam Hussein à la fin de la guerre du Golfe. Déjà à l'époque, il s'agissait d'un mensonge éhonté car si Saddam Hussein a pu noyer dans le sang ces révoltes populaires, c'est aussi parce que l'impérialisme n'était pas mécontent de lui laisser jouer le rôle de gendarme face à son peuple.

En réalité, quoi qu'ils en disent, le caractère dictatorial du régime de Saddam Hussein n'a jamais dérangé les dirigeants américains. Dans les années 1980, quand l'Irak est entré en guerre contre l'Iran, Saddam Hussein a même été soutenu et armé par les grandes puissances occidentales. Ce que les dirigeants américains n'ont pas supporté, c'est que l'Irak envahisse le Koweït malgré leur opposition. Et c'est pour faire respecter leur autorité, pour remettre au pas un de leurs « gendarmes » qui s'était montré désobéissant envers

elles que les grandes puissances impérialistes sont intervenues à l'époque. Et c'est pour cela qu'elles continuent aujourd'hui encore à faire la guerre à l'Irak, en le bombardant ou en le soumettant à un blocus économique.

Ce n'est pas Saddam Hussein qu'ils font ainsi payer mais d'abord la population dont la situation sanitaire et alimentaire n'a fait que s'aggraver au point que la mortalité infantile a doublé en dix ans, approchant celle des pays les plus pauvres du monde.

Les représentants de l'impérialisme français, quant à eux, font mine de désapprouver les derniers bombardements en prétendant ressentir un « malaise »... Malaise qu'ils ne ressentent pas à l'époque de la guerre du Golfe puisqu'ils sont intervenus aux côtés des américains, les avions français déversant eux aussi leurs bombes sur les populations irakiennes. Et ce malaise ne les amène pas à condamner réellement la politique américaine. En fait, depuis plusieurs années, l'impérialisme français voudrait pouvoir reprendre ses relations commerciales avec l'Irak,

client traditionnel des industriels français dans la région. Il n'y a là aucun sentiment humanitaire, mais simplement une hypocrisie qui masque mal la rapacité d'un impé-

rialisme qui voudrait avoir sa part du gâteau sur le dos du peuple irakien.

Marc RÉMY

Au sommaire de
LUTTE DE CLASSE n° 44

(juillet-août 1999)

Les élections européennes en France :

- Pour la première fois dans ce pays, des députés d'extrême gauche au Parlement européen
- Division et recul à droite, maintien de la « gauche plurielle », le PCF toujours au plus bas sur le plan électoral
- La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs, des chômeurs, des jeunes
- Lutte Ouvrière-Ligue Communiste

Révolutionnaire : continuer dans l'unité!

Tribune de la minorité

- Les élections sont passées, mais la campagne politique LO-LCR doit continuer

La liste LO-LCR dans les élections européennes

- Documents
- Résultats

Ex-Yougoslavie

- Bilan sanglant et provisoire d'une guerre inachevée

Prix : 10F – Envoi contre 12F en timbres

LA COLÈRE DES PAYSANS

Mardi 31 août, des centaines de personnes ont manifesté à Paris et à Montpellier pour exiger la libération de José Bové, qui passait ce jour-là devant le tribunal. Militant de la Confédération Paysanne, celui-ci est emprisonné depuis la mi-août pour avoir participé à une action contre le chantier d'un McDonald's à Millau. Comme si quelques poutres ou enseignes déplacées étaient un drame, alors qu'il est parfaitement légal de dérober aux agriculteurs le fruit de leur travail en les obligeant à vendre à perte, comme le font les centrales d'achat des Auchan, Leclerc ou Lidl!

Les manifestations du 31 août venaient à la suite de toute une semaine durant laquelle les paysans avaient continué à exprimer leur colère. Au fil des jours, des tonnes de fruits et de légumes ont été déversées devant des grandes surfaces, des McDonald's ou des perceptions. Les agriculteurs ont également occupé des péages d'autoroute et fait passer gratuitement les automobilistes, organisé des dégustations gratuites de produits locaux. Chacun a pu le voir, ils sont toujours aussi déterminés.

Plusieurs semaines après le début du mouvement, le gouvernement ne veut toujours rien entendre des revendications des agriculteurs. Son ministre de l'Agriculture Jean Glavany s'est borné à dire qu'il faut attendre que le double affichage, auquel plusieurs personnes ne font attention, produise ses effets, et a annoncé qu'il allait demander aux banques d'être tolérantes pour les échéances de fin août. Comme si c'était uniquement

pour voir les dettes dont ils sont couverts légèrement différées que les agriculteurs étaient descendus dans la rue!

Ce qu'ils réclament est simple, et connu depuis le début: c'est de pouvoir vendre les produits qu'ils ont cultivés à un prix leur permettant de vivre décemment. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, essentiellement parce que les centrales d'achat des grandes surfaces, qui leur achètent leur production, profitent de leur situation de quasi-monopole pour faire baisser les cours. Six de ces centrales, fournissant presque toutes les enseignes connues du public, se partagent actuellement 93% des parts de marché, et il n'y en aura sans doute bientôt plus que cinq après la fusion des groupes Carrefour et Promodès. Ces centrales font la pluie et le beau temps sur les cours et, au bout du compte, le paysan doit vendre à perte. C'est le cas de façon dramatique pour les petits cultivateurs de fruits et légumes, mais ça l'est aussi dans bien d'autres secteurs.



Cette semaine, par exemple, les producteurs de lait étaient aussi dans l'action. Ils protestent contre la baisse de 5 centimes par litre du prix d'achat que leur ont imposé depuis le début juillet les sociétés qui collectent et transforment leur lait. Mais ces sociétés repercutent elles-mêmes la pression des centrales d'achat

qui peuvent tout se permettre, puisque 90% du lait et de ses dérivés sont vendus en grandes surfaces. Et, soit dit en passant, dans ce secteur le gouvernement ne peut même pas parler de surproduction, comme il ose le faire pour les fruits et légumes, puisqu'il y a des quotas par éleveur. La seule surproduction, dans les deux secteurs, c'est celle des profits des trusts agro-alimentaires.

Aujourd'hui, les agriculteurs se battent contre ces grandes sociétés pour, simplement, pouvoir jouir du fruit de leur travail. C'est d'ailleurs le cas dans tous les pays du monde, USA compris, et c'est pourquoi le sentiment « anti-américain » exprimé parfois dans ces mani-

festations n'est pas justifié. Les véritables ennemis des agriculteurs, ce sont les trusts qui d'un côté leur vendent semences, engrais et matériel agricole, et qui, de l'autre, transforment et commercialisent leurs produits. Sans oublier les banques qui poussent les agriculteurs à s'endetter pour s'équiper. Mais en puisant dans les immenses profits des Auchan, Carrefour et autres, il serait largement possible de leur assurer le prix d'achat qu'ils réclament, sans pour autant que le consommateur ait à payer plus cher.

Daniel MESCLA

LE DÉBUT D'UN SCANDALE DES FARINES ANIMALES... FRANÇAISES

Alors que la France avait demandé l'interdiction des farines animales, lors d'une réunion des ministres de l'Agriculture des Quinze, ce sont des entreprises françaises productrices de ces farines qui cette fois-ci sont mises en cause.

Le 9 juin le *Canard enchaîné* dévoilait le contenu d'un rapport rédigé par la direction des Enquêtes et de la Répression des fraudes. Mais ce n'est qu'après la diffusion des mêmes informations par une chaîne de télévision allemande, jeudi 12 août, que la Commission européenne s'est émue de ce problème et a interpellé le gouvernement français.

Selon ce rapport, des entreprises d'agro-alimentaire, dont la Saria, qui fait partie d'un groupe assurant 45% de l'équarrissage national, intégraient des boues de station d'épuration contenant des

résidus de fosses septiques dans la fabrication des farines animales. Pour l'année 1998, une autre usine du groupe avait incorporé 3450 tonnes de boues résultant des eaux usées. Et cela bien qu'une décision européenne eût interdit, en septembre 1991, l'utilisation de ces boues d'épuration dans les aliments composés pour animaux. Ces mesures n'ont pas été suivies d'effet. Les pouvoirs publics français, qui ont le souci d'apparaître en pointe dans ce domaine, ne l'ont guère été pour la mise en application de cette mesure. Et des entreprises comme la Saria semblent bénéficier de tolérance dans leurs manquements aux règles sanitaires.

De plus, la décision d'interdire les farines animales dans l'alimentation des bovins, sans l'interdire dans celle des porcs ou des volailles, conduit fatalement

à toutes les fraudes possibles.

En réalité, la course au profit que se livrent les entreprises d'agro-alimentaire les mène à transgresser les règles les plus élémentaires d'hygiène et à faire passer au second plan la santé des consommateurs. La taille de ces entreprises entraîne des conséquences à leur échelle.

Que ce soit au travers du scandale de la « vache folle » ou de celui de la contamination des viandes par la dioxine, le laxisme et la négligence des pouvoirs publics apparaissent ouvertement. Tant que la population laborieuse ne se mêlera pas de contrôler elle-même les trusts de l'agro-alimentaire, entre autres, il n'y aura aucune garantie que les règlements pris soient appliqués dans les faits.

Jean-Paul CAMILLE

Communiqué

Lutte Ouvrière s'est associé à la protestation paysanne. Voici le texte du communiqué qu'Arlette Laguiller a adressé à la Confédération Paysanne de l'Aveyron et au Comité de soutien aux inculpés :

« Arlette Laguiller et les militants de Lutte Ouvrière sont totalement solidaires de votre combat pour le droit des producteurs à vivre de leur travail. »

« Nous exigeons la libération immédiate de José Bové ainsi que l'arrêt de toutes les poursuites engagées contre les manifestants de Millau. »

« Nous appelons à participer à toutes les actions de protestation qui vont dans ce sens. »

« Très fraternellement. »

Cerplex (Neuville-en-Ferrain-Nord)

XEROX NOUS A VENDUS, QU'IL PAYE!

A l'entreprise Cerplex, il n'a pas fallu attendre longtemps après l'annonce de la mise en redressement judiciaire (le 8 juillet, voir LO n° 1621) pour voir arriver le plan de licenciements. Le mardi 24 août, la direction annonçait 342 licenciements, sur les 600 employés que compte encore l'entreprise.

Cela n'a pas été une surprise, même si cela a soulevé la colère. Car, depuis que Xerox nous a vendus aux margoulins de Cerplex, un soi-disant groupe international américain, beaucoup d'entre nous pensaient que

c'était un moyen pour Xerox de sous-traiter la fermeture de l'entreprise et notre licenciement.

Il n'y a que la direction de l'usine qui ose encore dire qu'elle croyait en Cerplex à l'époque, ce qui, comme on peut s'en douter, augmente son discrédit.

Avant même que la direction ait annoncé les licenciements, nous nous sommes réunis en assemblée générale et nous avons voté, à plus de 300, les revendications à défendre dans la lutte qui s'annonce :

- Une prime de 350 000 F pour préjudice subi de la part de Xerox et Cerplex.

- Le maintien de la mutuelle d'entreprise (financée toujours à la même hauteur par l'entreprise) jusqu'à une embauche ou jusqu'à la retraite pour les anciens.

- Une garantie de revenus jusqu'à la retraite pour le personnel âgé de 50 ans et plus.

- L'amélioration des indemnités conventionnelles.

- Le reclassement des salariés volontaires dans les services publics ou les entreprises qui doivent embaucher.

Nous avons décidé de nous adresser à Xerox. En effet, si on ne connaît pas les vrais moyens financiers de Cerplex, on sait par contre que Xerox est un groupe florissant (rappelons que l'entreprise a été vendue quand Xerox a décidé de supprimer 10 000 emplois à l'échelle mondiale, non pas parce qu'il était en difficultés mais pour assurer à ses actionnaires qu'il allait bien encore augmenter ses profits).

Depuis l'annonce de ce plan

de licenciements, l'usine est paralysée par la grève. Des assemblées quotidiennes ont lieu et nous sommes de plus en plus nombreux à participer activement à l'organisation de la grève : préparation des manifs, calicots sur l'usine, blocage des portes. Même dans l'encadrement, certains viennent nous aider. Jeudi 26 août, pratiquement tout le monde était en grève et nous sommes allés à 400 manifester à Neuville-en-Ferrain, où le député-maire de Tourcoing, Jean-Pierre Balduyck (PS), nous avait proposé un rendez-vous pour discuter. Nous lui avons dit que ce n'était pas des rendez-vous qui nous intéressaient mais que, s'il voulait faire quelque chose, il fallait qu'il appuie le plan que

nous avons voté. Il nous a alors déclaré : « *Que ce soit sur l'attitude de Xerox ou le plan de l'administrateur judiciaire, je n'ai aucun pouvoir.* » Façon de nous dire que, pour nous endormir, il avait des paroles, mais pour nous aider...

Les médias ont déjà beaucoup parlé de nous. Xerox, mis en cause sur nos pancartes, dans nos slogans, a cru nécessaire de se justifier dans la presse durant le week-end. Il ose déclarer que le groupe Cerplex était un groupe solide, en qui on pouvait avoir confiance. En tout cas, cette intervention montre qu'il se serait bien passé de cette publicité sur ses coups fourrés. A nous d'amplifier cette publicité qui lui déplaît...

Correspondant LO



Ph LO

Échos des entreprises

LE MINIMUM MÊME PAS GARANTI

La Poste a envoyé pendant les vacances aux agents contractuels un prospectus vantant leurs conditions d'emploi.

Il n'y a pourtant pas de quoi se vanter, quand on sait qu'on est embauché pour des contrats d'une trentaine d'heures, et donc un salaire maigre.

Petite paye, mais gros boulot. Car de temps à autre on nous ramène des avenants, du travail supplémentaire à bloc pour des durées limitées.

À La Poste on a tous à y gagner, paraît-il, mais La Poste bien plus que nous.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT-Nantes RP

PAROLES, PAROLES...

Pendant les congés, les forgerons qui n'étaient pas reclassés, ou qui n'avaient pas accepté la proposition qu'on leur avait faite, ont reçu un courrier dans lequel la direction les mute d'office dans un atelier, quelquefois sans poste précis.

Mais cette mesure administrative ne règle pas les problèmes : le salaire, les horaires, le poste de travail en lui-même ou la classification ne correspondant pas, bien souvent, aux souhaits des intéressés.

On est loin des beaux discours du début de l'année : « *L'on sait faire beaucoup de choses en matière de reclassement.* »

Après nous avoir joué de la flûte, on s'aperçoit que c'était du pipeau.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Véhicules Industriels (Vénissieux)

DES HAUSSES QUI SANCTIONNENT LES PLUS MODÊTES

Aux CCP, depuis le 1er août, les nouveaux tarifs augmentent en gros de 5 % à 15 %. Par exemple, la taxe de rejet de chèque, qui avait déjà augmenté de 5 F l'an passé, augmente encore de 5 F, passant à 145 F. La taxe de rejet de prélèvement, TIP, TUP, est maintenant de 45 F (+ 7 %). Quant aux cartes magnétiques, la carte 24 plus (qui intéresse surtout les interdits bancaires) augmente proportionnellement beaucoup plus que la carte Premier, pour laquelle il faut être nettement plus friqué.

Aux CCP aussi, il vaut mieux être riche et bien portant que pauvre et malade.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CCP Paris-Bourseul

France Télécom
Paris-Archives

TREMBLEMENT DE TERRE ? CONNAIS PAS !

Les jours qui ont suivi le tremblement de terre en Turquie, de nombreuses personnes ont tenté de joindre au téléphone leurs proches dans le pays. Les lignes étant très encombrées, beaucoup ont appelé les réclamations ou essayé de passer par un opérateur pour obtenir leur numéro.

Au centre de France Télécom de Paris-Archives, comme aucune mesure n'avait été prise, nous n'étions pas assez nombreux pour répondre aux demandes. Interpellé par les syndicats, le directeur de l'unité des services internationaux par opérateurs a répondu : « *Nous n'avons pas à avoir d'état d'âme. Nous ne sommes pas des assistantes sociales. Vous devez donner le numéro fourni par le Quai d'Orsay.* » Que les personnes inquiètes pour leurs proches en Turquie se contentent de cela !

Il y en a à qui la rentabilité de France Télécom monte à la tête.

Correspondant LO

Alstom

TRAVAILLEURS EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

L'Humanité a révélé que la direction de l'Alstom tenait un fichier informatisé comportant des renseignements sur la vie privée, l'état de santé, le caractère de 548 salariés. Figurait également à côté de ces remarques un avis sur le maintien ou la suppression du poste occupé par le salarié.

Voici quelques-unes de ces observations qui ne manquent pas de sel : « *Séquelle de l'hémiplégie. Poste à conserver ? Non* » ; « *Bégalement. Poste à conserver ? Non* » ; « *Problèmes personnels, a fait une déprime énorme, pourtant a une licence d'espagnol !* » ; « *Potentiel limité par la vie familiale* » ; « *Très souvent absente, non indispensable, non remplacée, poste à conserver ? Non* ». Les personnes concernées par ces exemples sont des femmes. Mais sont aussi visés des salariés atteignant la cinquantaine : « *51 ans, cadre, aucune lacune. Poste à*

conserver ? Non » ; « *59 ans, secrétaire, trop de lacunes, poste à conserver ? Non, faciliter le départ* » ; « *57 ans, dessinateur, évaluation sans objet, poste à conserver ? Oui, remplacement par intérimaire si possible* ». Ces annotations prennent tout leur sens quand on sait que l'Alstom vient de fusionner avec un autre géant et que la direction part à la chasse aux salariés qu'elle estime de trop.

Le directeur des ressources humaines a nié l'existence d'un tel fichier informatisé, en précisant que ce n'est pas le style de la direction. Mais sa publication a piégé le patron. En réalité, on sait que ce genre de pratique est le fait de la plupart des patrons. Et même si finalement la commission nationale Informatique condamne le patron de l'Alstom, ce qui reste encore à vérifier, les travailleurs ne seront pas pour autant protégés de telles pratiques.

A. P.

Marseille

LES ÉBOUEURS ONT FAIT RECULER LEUR DIRECTION

Il aura fallu que la grève des éboueurs de Marseille devienne un événement national pour que le patron de la société Bronzo soit contraint d'entendre raison.

Les éboueurs de cette société privée étaient en grève depuis le 17 août. Ils n'en pouvaient plus. La direction de Bronzo, après avoir décroché le marché du ramassage des ordures ménagères du 13^{ème} arrondissement, avait décidé d'assurer ce ramassage avec cinq bennes au lieu de sept !

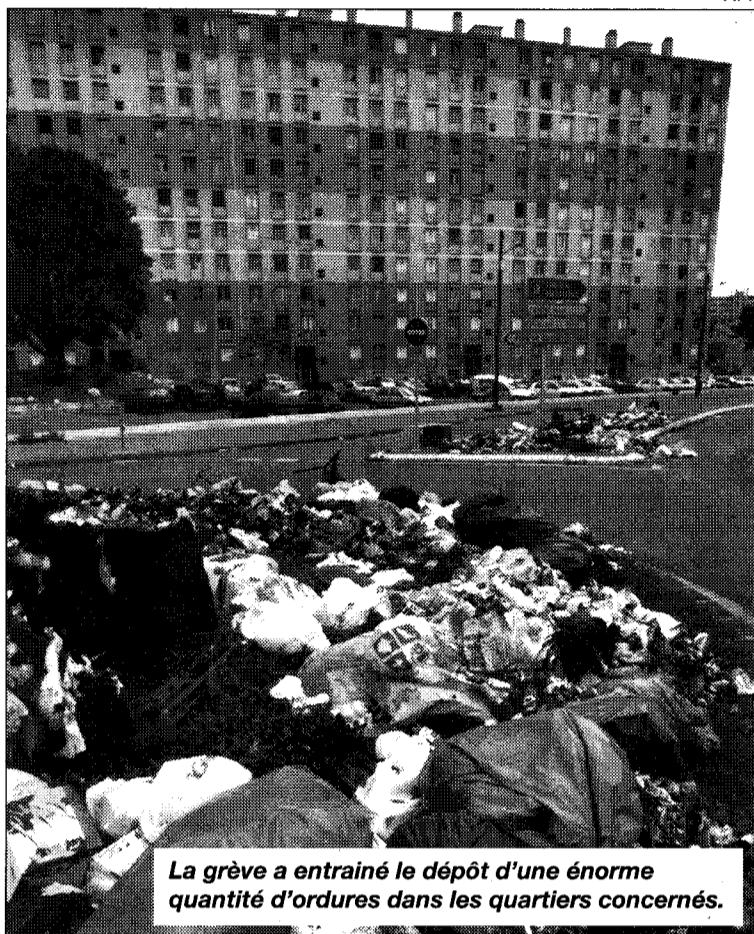
En fait c'est depuis longtemps qu'elle cherche à rentabiliser en calculant les temps de tournée et le matériel au plus juste. Par exemple après avoir chronométré à 15 secondes le temps pour décharger un conteneur dans la benne, elle multiplie par le nombre de conteneurs du secteur et calcule ainsi le temps nécessaire pour effectuer la tournée ! Ce calcul théorique n'a évidemment rien à voir avec la réalité : il faut compter avec les embouteillages, les ordures qui ne sont pas en conteneurs, le vieux matelas qui est là, la voiture garée en double file etc. Alors pour aller plus vite, les travailleurs soulèvent et déversent les conteneurs à la main au lieu d'attendre que le mécanisme de la benne s'en charge et ce sont les tours de reins, les entorses du poignet et les risques d'infection qu'était censé éviter le système des conteneurs. Et si les tournées ne sont pas terminées, ce sont des sanctions avec des mises à pied.

Les primes, comme celle de salissure ou celle pour le travail du dimanche, permettent d'augmenter un peu le salaire qui, sans ces primes, n'est guère au-dessus du SMIC. Un travailleur qui a 17 ans d'ancienneté touche 7500 F net.

Cela n'a pas empêché la direction de chercher à apitoyer tout le monde. Tout au long du conflit elle essayait de faire croire qu'il n'était pas possible de mettre en place cette 12^{ème} benne et d'embaucher ces quatre personnes que réclamaient les grévistes. Ce qui est particulièrement scandaleux car Bronzo est une filiale de la Société des Eaux de Marseille, elle-même appartenant pour moitié à Vivendi et à la Lyonnaise des Eaux, des trusts mondiaux aux bénéfices se chiffrant en milliards !

Il y a un peu plus de dix ans que la municipalité de Marseille (socialiste à l'époque) a privatisé le ramassage des ordures ménagères dans les quartiers populaires et pauvres du nord et du centre de la ville. Elle lance régulièrement des appels d'offres et, comme l'a avoué Gaudin lui-même, c'est le patron qui propose les tarifs les plus bas qui emporte le marché ; et pour continuer à faire des profits, il s'en prend aux conditions de travail et de salaire des employés. Et au bout de la chaîne on retrouve très souvent de gros trusts comme Bouygues ou la Lyonnaise des Eaux ou Vivendi.

Ce système des poupées russes, de filiales de filiales de filiales, permet aux patrons des tenter de faire croire qu'ils n'ont



La grève a entraîné le dépôt d'une énorme quantité d'ordures dans les quartiers concernés.

pas de moyens, qu'ils n'y sont pour rien, que ce n'est pas eux qui décident etc. Alors quand Loïc Fauchon, le PDG de la Société des Eaux de Marseille, a déclaré qu'accorder une douzième benne chaque jour « c'est une mauvaise solution sociale et qui coûtera très cher », certains éboueurs se sont dit et se disent encore aujourd'hui : « On nous prend pour des imbéciles. »

Les éboueurs en grève ont tenu le coup. Ils ont arrêté le travail, bloqué les autres centres de ramassage ; très vite leur action a été visible de l'ensemble de la population, les ordures s'entassant rapidement dans tous les quartiers touchés.

Un premier accord signé par FO et la CFDT en vue de la reprise du travail a été refusé au cours d'une assemblée générale. Les grévistes ont continué. Ils ont demandé la solidarité des travailleurs des autres sociétés privées qui assurent le ramassage dans les quartiers nord et celle des éboueurs municipaux.

Dimanche 29 août, Gaudin, le maire de Marseille, qui n'avait rien dit et rien fait jusque-là et surtout pas pression sur la direction de Bronzo, a réclamé l'intervention de l'armée. Il s'agissait de la sécurité et de l'hygiène des habitants, voulait-il faire croire. Lui qui laisse, comme d'autres avant lui,

se dégrader les services publics, la situation dans les quartiers pauvres et qui continue une politique de privatisations ! Il s'est trouvé mal inspiré car le lendemain de ses déclarations militaires, les employés des autres sociétés, Onyx, Abilis, Polyurbaine se déclaraient en grève. Et c'est cette menace que le conflit ne fasse tâche d'huile qui a sans aucun doute décidé la direction à céder, peut-être cette fois sous la pression des pouvoirs publics.

Les grévistes ont donc obtenu ce qu'ils voulaient : les 12 bennes du lundi au dimanche, deux ramasseurs par benne, l'embauche de 4 personnes et le paiement à 80 % des jours de grève. Comme l'a dit l'un d'entre eux : « C'est vraiment le minimum pour travailler ; quand on vous vend une voiture qui n'a que trois roues et qu'à force de réclamer on vous accorde la quatrième, vous pouvez être contents, mais c'est vraiment la moindre des choses ».

Les éboueurs ont eu raison de se battre, de ne pas se laisser abuser par de bonnes paroles ou la menace de faire appel aux autres et de tenir le coup. A la reprise du travail, le mardi 31 août, certains habitants les ont applaudis, d'autres leur ont offert le café ou une bonne bouteille de vin.

Aujourd'hui, il y a une méfiance vis-à-vis de la direction qui depuis des mois demande des efforts à sens unique et qui s'est comportée pendant le conflit comme une véritable anguille, reniant le lendemain ce qu'elle avait dit la veille, et discutant sur les mots et sur le vocabulaire. Alors pour certains, ce n'est fini et il faut rester sur ses gardes !

Échos des entreprises - Échos des entreprises

LEUR FRIC PASSE AVANT LA PEAU DES HOMMES

On a pu lire ce week-end dans la presse, que HMR s'est débarrassé en 1995 de la molécule DFMO (difluorométhylornydil); mise au point par Merell-Dow.

Cette molécule efficace contre la maladie du sommeil, qui tue chaque année 150 000 personnes, n'avait pas été jugée assez rentable par la direction HMR qui l'a finalement donnée à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en sachant très bien que celle-ci ne saurait pas l'exploiter.

De fait, l'OMS n'arrive pas à trouver de fabricant. Les stocks baissent et les médicaments pourraient venir à manquer : une catastrophe pour des populations entières.

Pour les patrons, seul le fric compte. Les pouvoirs publics devraient obliger HMR à fabriquer

cette molécule et la vendre à prix coûtant (comme Marion auparavant).

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hæchst-Marion-Roussel (HMR) à Romainville (93)

SAISON EXCEPTIONNELLE, POUR QUI ?

Dans la presse, dans les notes et infos diverses, on peut lire que la saison est exceptionnelle.

Exceptionnelle pour qui ?

Pour les employés qui ne voient toujours rien venir de bon du côté des 35 heures et des salaires et auxquels on a demandé encore des efforts, notamment dans le cadre de « ferry qualité » ?

Ou pour la direction et les actionnaires ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Société Nationale Corse-Méditerranée (Marseille)

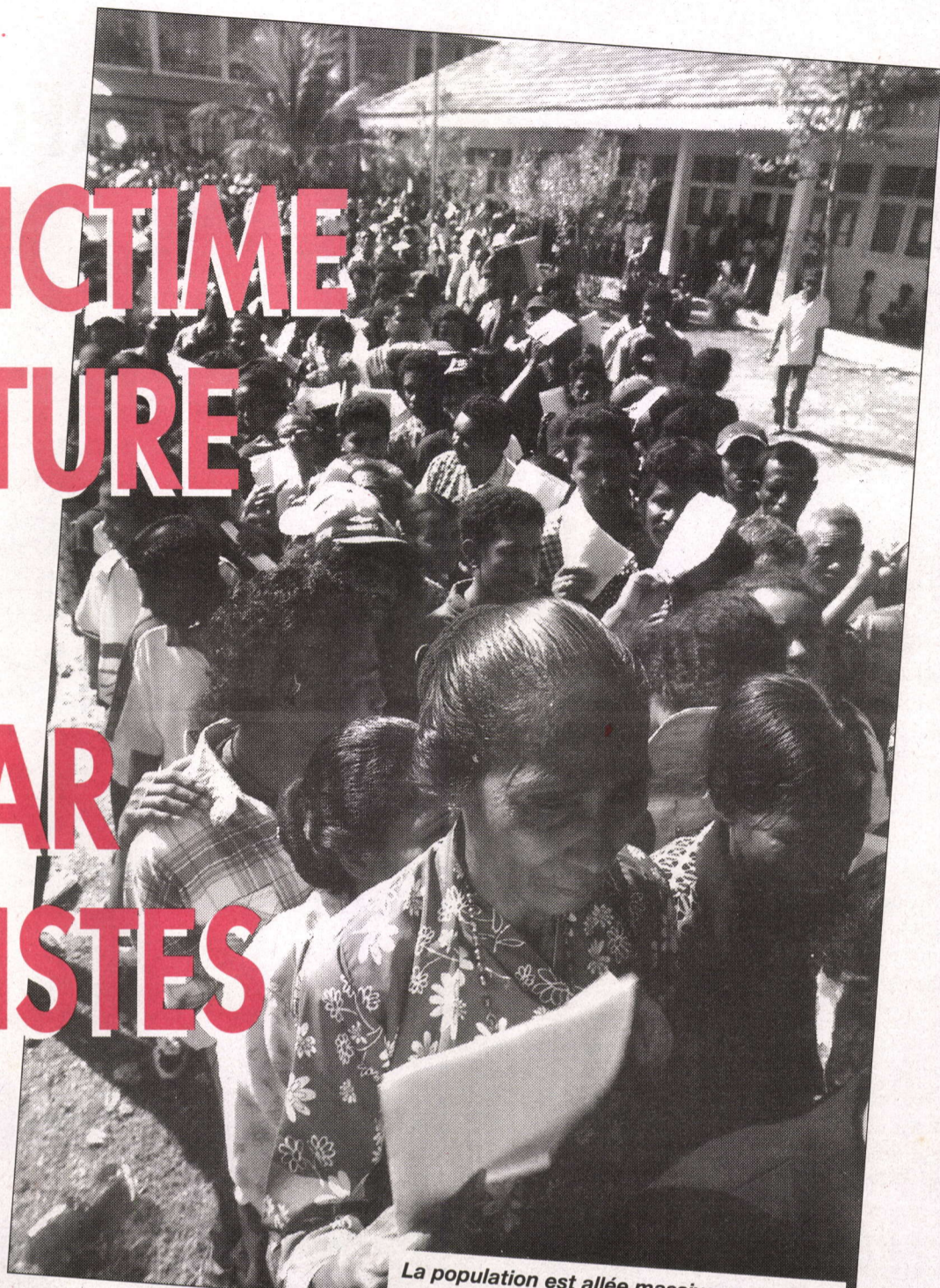
QUELLE HYPOCRISIE !

La direction Chloralp, dans son dernier bulletin d'information, adresse ses sincères félicitations à un jeune travailleur de l'Electrolyse, qui après deux ans de formation en alternance a réussi son bac pro avec mention. Mais ce qui n'est pas dit, c'est qu'après avoir servi jusqu'au bout à tenir un poste de travail, tout ce que lui propose Chloralp c'est d'aller s'inscrire au chômage, dès septembre. Comme s'il n'y avait pas de problème de manque d'effectif, à la Soude par exemple. Le cynisme de ces exploiters n'a plus de limites, à nous d'y mettre des bornes. Quant à leurs félicitations qu'ils se les mettent où on pense.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix - Isère)

Timor - Oriental

UN PEUPLE VICTIME D'UNE DICTATURE SANGLANTE SOUTENUE PAR LES IMPÉRIALISTES



La population est allée massivement voter.

A l'occasion du référendum organisé le 30 août, la population du Timor-Oriental devait choisir entre son maintien au sein de l'Indonésie ou l'indépendance. C'était la première fois qu'elle était consultée depuis l'annexion du territoire par l'Indonésie en décembre 1975. Les résultats ne sont pas encore connus, mais la participation très élevée - plus de 90 % des 450 000 électeurs inscrits se sont déplacés - témoignait d'une mobilisation populaire très importante.

Pourtant, pendant les mois qui ont précédé le scrutin, des milices armées et soutenues par les militaires indonésiens ont pu faire impunément régner un climat de terreur, agressant et assassinant des indépendantistes, incendiant des maisons : rien que pour le mois d'avril on compterait 35 morts. A l'approche du référendum, les milices ont confisqué des cartes d'électeurs, sillonné les rues des villes pour effrayer la population et la dissuader d'aller voter. Au point que des milliers de per-

sonnes avaient fui leurs habitations pour chercher refuge dans des églises ou hors des villes, sur les collines. Et lors des opérations électorales, les miliciens terroristes ont assassiné plusieurs observateurs de l'ONU...

Mais toutes ces exactions n'ont pas empêché la grande majorité de la population de se rendre dans les bureaux de vote pour participer au référendum, ceux qui avaient fui regagnant leur zone de résidence où ils avaient été enregistrés. Elle a voulu ainsi affirmer sa volonté de mettre fin à plus de vingt ans d'occupation par une armée dont la répression particulièrement violente et ses conséquences (épidémies, famines) ont fait au total 200 000 victimes, soit un quart de la population !

Parmi les responsables de ce destin dramatique, on trouve d'abord le colonialisme, et son cortège de massacres et de pillages. La petite île de Timor, grande à peu près comme la Belgique, fait partie de l'immense archipel indonésien que les colonialistes portugais et hol-

landais se sont disputé au 17^e siècle. C'est ainsi que la partie orientale de l'île est restée aux Portugais, alors que les Hollandais s'attribuaient la partie occidentale, ainsi que la mainmise sur tout le reste de l'Indonésie. D'où la partition de l'île de Timor.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'Indonésie hollandaise a conquis son indépendance. Mais il a fallu attendre 1974 et la Révolution des Oeillets pour que le Portugal finisse par renoncer à son empire colonial, et pour que la partie orientale du Timor puisse accéder à... une promesse d'indépendance à son tour. En novembre 1975 toutefois, une République démocratique du Timor-Oriental

était proclamée par l'un des mouvements indépendantistes. Elle n'eut qu'une existence très éphémère puisqu'une semaine après, l'armée indonésienne envahissait l'ex-colonie portugaise. Et ceci avec l'accord avoué des dirigeants américains (Gerald Ford et Kissinger) de l'époque.

Aujourd'hui, les dirigeants américains disent se réjouir du bon déroulement du référendum. Ils ne manquent pas de cynisme car ils se sont montrés pendant des années les complices des massacres perpétrés au Timor ainsi que de la dictature terrible pesant sur toute l'Indonésie. Le responsable direct des exactions et massacres, le dictateur indonésien Suharto, était une de leurs créatures : c'est avec le soutien actif de la CIA que Suharto a pris le pouvoir en 1965 au moyen d'un coup d'Etat sanglant, afin d'écarter le président d'alors, Soekarno, trop « neutraliste » à leur goût, et pour éliminer dans la foulée un Parti Communiste trop puissant et qui soutenait Soekarno. L'élimination du Parti Communiste s'est soldée par un demi-million de morts !

C'est la même armée spécialisée dans la répression et la terreur qui s'est emparée plus tard du Timor-Oriental. Et pendant toutes les années où elle s'est livrée à un véritable génocide, massacrant, bombardant au napalm, ouvrant des camps de concentration, Suharto a pu compter sur l'appui de l'impérialisme américain et des grandes puissances en général. Celles-ci ont multiplié les affaires, le commerce,

les investissements avec l'Indonésie riche en matières premières. Et tant pis pour Timor-Est qui ne représente même pas 1 % de la superficie et de la population indonésiennes.

La « communauté internationale » s'est contentée de quelques gestes de protestation de temps en temps : ainsi l'ONU n'a jamais reconnu l'annexion de 1975, et deux leaders timorais, dont un évêque, ont reçu le prix Nobel de la Paix... Gestes pieux !

Finalement, après trente ans de bons et loyaux services, Suharto, trop déconsidéré, a été lâché par l'impérialisme. Mais c'est toujours l'armée qui détient la réalité du pouvoir et, bien que le nouveau régime indonésien ait dû consentir au référendum - incapable qu'il est de « régler » l'affaire timoraise autrement que par une occupation militaire sans fin -, rien ne dit que l'armée soit décidée à accepter l'indépendance.

L'éventuelle indépendance de Timor-Est, si elle n'est pas sabotée par l'Indonésie et ses milices sanglantes, ne peut sans doute à elle seule donner satisfaction aux aspirations des Timorais à leur émancipation. Mais elle serait déjà pour tous un succès face à ce régime d'occupation, imposé par une dictature, elle-même appuyée par les plus grandes et les plus « civilisées » puissances mondiales. Ce régime a réussi à polariser contre lui tout le mécontentement et à créer une situation de révolte explosive ; c'est sans doute ce que craignent le plus aujourd'hui les puissances impérialistes.

Marc REMY

Roumanie

LES RAVAGES DU « MARCHÉ »

Une vague d'épidémies sévit en ce moment en Roumanie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe centrale. Dans la région de Bucarest, la capitale, trois mille cas de méningite virale, frappant surtout des jeunes et des enfants, ont été recensés ce mois-ci. Un millier de personnes souffrent de conjonctivites, au point que l'hôpital d'ophtalmologie de Bucarest, qui croule sous les demandes de consultation en urgence, a dû faire intervenir les médias pour diriger les patients vers d'autres

cliniques. Des cas de fièvre typhoïde, disparue depuis 1945, sont apparus.

Une épidémie d'hépatite A vient également de se déclarer. 200 enfants sont touchés mais les autorités sanitaires s'attendent à une augmentation du nombre de victimes. Pour tenter d'y faire face, la rentrée a été repoussée de deux semaines en Moldavie, région rurale à l'est du pays, réputée pour sa pauvreté et où se trouve le noyau dur de cette série d'épidémies. Dans les campagnes, le risque de contagion est très important car

beaucoup d'écoles n'ont ni eau courante, ni canalisations. Mais la maladie prolifère aussi dans les faubourgs insalubres de Bucarest, où règne une odeur de plus en plus pestilentielle.

Ce pays de 22 millions d'habitants, qui a vu sa dette presque tripler depuis 1993, paie au prix fort le rétablissement de l'économie de marché et s'enfonce dans une arriération et une misère de plus en plus noires, à inscrire au livre noir du capitalisme.

Hélène MASSON